

CONSULTATION PUBLIQUE DE LA CRE N°2019-006 (COMPLÉMENT)

RÉPONSE DE FRANCE CHIMIE

Le 30 avril 2019

Préambule

France Chimie remercie la Commission de Régulation de l'Energie pour sa consultation concernant la structure du prochain tarif ATRT. Avec une consommation annuelle de près de 35 TWh, la Chimie est l'industrie la plus consommatrice de gaz naturel en France, gaz utilisé à la fois comme combustible et comme matière première. Il s'agit donc d'un poste de coût de premier ordre pour notre secteur. **En conséquence, les évolutions du cadre réglementaire relatif au gaz naturel peuvent avoir des impacts considérables sur la compétitivité de nos usines.**

La présente note complète la réponse fournie le 29 avril 2019 en réponse à la même consultation, mais traitant uniquement des questions de stockage.

Question 1 : Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement ?

Oui.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?

Oui.

Question 3 : Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?

Oui.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

France Chimie considère que la « compensation stockage » ne fait pas partie des services annexes tels que définis dans le code de réseau.

Question 5 : Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Oui.

Question 6 : Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?

Oui.

Question 7 : Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?

Oui.

Question 8 : Etes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?

Oui.

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?

L'UNIDEN est favorable au rabais de 50% pour les capacités d'entrée et de 15% pour les capacités de sortie.

Question 10 : Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?

France Chimie est favorable à la proposition de la CRE, à savoir un apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires.

Question 11 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?

Oui.

Question 12 : Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?

Question 13 : Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?

Oui.

Question 14 : Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de regazéification à Tonkin ?

Oui.

Question 15 : Etes-vous favorable à l'offre de pooling aux PITTM proposée par GRTgaz ?

Oui.

Question 16 : Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Oui.

Question 17 : Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

Oui.

Question 18 : Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?

Oui.

Question 19 : Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

Oui.

Question 20 : Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en oeuvre de l'interruptibilité ?

Oui, l'offre d'acheminement interruptible à préavis court doit être supprimée et, en état de cause, ne doit pas coexister avec les offres d'interruptibilité qui pourraient être mises en oeuvre à l'avenir.

Question 21 : Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?

Oui.

Question 22 : Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?

Oui.

Question 23 : Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en oeuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

(Cf. : réponse fournie le 29 avril 2019 sur la même consultation).

Question 24 : Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Oui.

Question 25 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATRT7 ?
